

AUX GREVISTES... ET AUX MILITANTS PCF DE RUEIL

Mercredi 12 avril, alors que nous distribuions un tract sur la grève, nous avons été interpellés par des militants CGT - fraction PCF - qui distribuaient un tract électoral de soutien à Robert Hue. Si certains de ces militants ont accepté la discussion de façon correcte, d'autres ont réagi à notre présence en maniant l'insulte : « *payés par Gandois* », « *diviseurs* », « *ne venez pas nous faire chier ici* », « *en '68 vous étiez dans mes couilles* », « *vous nous insultez* », « *qui êtes-vous ?* »... L'époque est révolue - le rapport de force n'est plus en leur faveur - où les militants du PCF rossaient, à la porte des usines, tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec leur ligne politique, mais la méthode reste la même. Puisque certains (qui, par ailleurs, n'ont même pas pris la peine de lire notre tract en entier) nous ont demandé ce que nous voulions et qui nous étions, nous profitons de l'occasion.

CE QUE NOUS SOMMES

Nous sommes un petit nombre de chômeurs et de salariés (de petites et grandes entreprises), venant d'horizons politiques différents. Nous nous sommes regroupés pour mettre en commun notre expérience et notre pratique afin de la communiquer à ceux qui, comme nous, souffrent de cette société et qui, un jour, la détruiront. Nous voulons faire part de notre modeste expérience des luttes pour éviter, dans la mesure du possible, à ceux qui y participent actuellement de s'engager dans des voies de garage et de tomber dans des chausse-trapes. Nous sommes pour l'instant « *extérieurs* » à l'entreprise **Renault**, mais l'identité d'intérêts que nous avons avec ceux à qui nous nous adressons n'est pas fondée sur l'acceptation passive de la résignation quotidienne, ou encore sur l'appartenance à la même boîte, pays, région, race, etc. mais sur le rapport actif qui s'instaure dans la lutte contre l'exploitation. En somme, nous avons le sentiment de faire partie de la même classe, quelles que soient les barrières de qualification, d'entreprise, de nationalité, d'âge...

A propos d'âge, certains d'entre nous, en Avril 1947, « *énervaient* » déjà les militants du PCF chez Renault quand les travailleurs du secteur Colas, organisés en comité de grève, réussirent contre la CGT, le PCF (qui participaient depuis 3 ans au gouvernement) et l'ineffable secrétaire général M. Thorez (qui appelait « *à retrousser les manches* » et dénonçait « *les grèves comme armes des trusts* »), à entraîner peu à peu l'ensemble des travailleurs de Billancourt ; ce fut la première grève victorieuse de l'après-guerre.

D'autres emmerdaient le PCF pendant les années '50, animaient, toujours à Renault Billancourt, le modeste bulletin **Tribune Ouvrière**, qui réunissait tous ceux qui ne voulaient pas se coucher face à la puissance du parti stalinien dans l'Usine ; et ce, sans pour autant soutenir le patronat ou ses suppôts (FO) tout au long des grèves de ces années-là.

Nous étions encore là, le 27 mai 1968, quand 10.000 grévistes de Billancourt sifflèrent Frachon et Séguy (dirigeants d'alors de la CGT) affairés à présenter pour du foie gras le plat de lentilles des Accords de Grenelle.

Nous étions toujours là, en février 1972, lors de l'assassinat, devant les grilles de Billancourt par le vigile Trameni, de l'ouvrier Pierre Overney, qui venait d'être licencié de chez Renault. A cette occasion, sur le coup, les dirigeants de la CGT Billancourt R. Sylvain et A. Halbeher, n'ont pas trouvé mieux à dire que de dénoncer « *la provocation* ».

Alors oui, vous nous avez toujours traités de diviseurs, d'agents du patronat, mais qui sont ceux qui divisent, qui travaillent depuis toujours pour le maintien de la paix sociale dans les usines ?

CE QUE NOUS PENSONS

Nous pensons que l'agressivité des militants du PCF est proportionnelle à leur gêne ressentie en distribuant un tract électoral en pleine grève.

En effet, à quoi sert d'appartenir à un « *Grand Parti* » si, étant gréviste d'une entreprise majeure, je dépense argent, temps et énergies à distribuer un tract totalement déconnecté de cette grève. Il n'y a pas eu de grèves si souvent ces dernières années, touchant presque tous les sites Renault, pour rater cette occasion.

Ne faudrait-il pas plutôt dépenser temps, argent et énergies à aller voir les camarades des autres sites (Lardy, Choisy et Flins ne sont pas si loin que ça) ou les ouvriers de la sous-traitance et des autres entreprises proches pour expliquer le sens de la lutte et les inviter à prendre place, avec leurs revendications, dans le mouvement ?

Ne serait-ce pas le rôle d'un Parti qui se dit « *le* » représentant de la classe ouvrière que d'organiser des collectes et de populariser cette lutte par tracts et affiches ? Impossible ?

Alors pourquoi ces dernières années a-t-on vu les murs de la banlieue parisienne se couvrir, pendant plusieurs mois, d'affiches appelant à défendre « *les dix de Renault* », tous militants CGT et PCF dont P. Léry, le gendre de G. Marchais, tous bureaucrates « *protégés* » du Comité Central d'entreprise ? Quand on préfère défendre dix bureaucrates que soutenir des milliers de travailleurs en grève, militants du PCF grévistes de Rueil, quels intérêts défend-on ?

Pour vos dirigeants, le choix est clair depuis longtemps : ils défendent leurs intérêts de bureaucrates déconnectés de la production, fonction que leur reconnaît l'Etat bourgeois en leur accordant des subventions en tout genre. Aujourd'hui, partis et syndicats tirent davantage leurs revenus des aides diverses et plus ou moins occultes de l'Etat et des patrons (voire le financement illégal du « *parti-qui-défend-les-travailleurs* » par la Générale des Eaux) que des cotisations de leurs militants. Pensez-vous que cet argent soit accordé gracieusement, sans contraintes, sans contrepartie ? Ou bien la contrepartie ne consiste-t-elle pas à occuper la place de « *gardiens du troupeau* » ouvrier qu'il faut encadrer en lâchant du lest de temps en temps, mais pas de trop quand même ?

Mais pour vous en tant qu'ouvriers, que défendez-vous ? La réponse vous appartient...

Pour éviter de lire en travers, précisons que nous sommes, de toute évidence, contre tout licenciement. Y compris le vôtre... Aveuglés que vous êtes, probablement n'en feriez vous pas autant si un des nôtres était frappé à son tour par la répression étatique et patronale.

Oui, nous sommes des petits groupes, minoritaires et isolés, nous n'aspérons à aucun pouvoir personnel, à aucun avenir de représentant « *officiel* », car nous ne nous voulons pas différents de n'importe quel autre prolétaire.

Nous savons que, dans les périodes de « *calme* », nous passons pour des agités.

Nous savons que, dans les périodes « *d'unité politique et syndicale de la gauche* », nous passons pour des diviseurs. Avez-vous oublié, militants du PCF, l'époque du Programme Commun ?

Nous savons que, quand la camelote « *populaire* » est à la mode, nous passons pour des agents de la réaction car nous dénonçons le concept de « *peuple* » comme un cache-sexe pour le Capital. Avez-vous oublié, militants du PCF, l'époque où, avec vos camarades ministres, vous souteniez Mitterrand ?

Ce que nous savons aussi, c'est que régulièrement l'expérience confirme nos analyses. Pendant des années nous avons répété que les syndicats étaient non seulement contre-révolutionnaires, mais, également, qu'ils ne servaient à rien pour mener à bien les luttes quotidiennes et se révélaient le plus souvent comme le principal frein à la victoire des travailleurs.

C'est pour cela que, en 1986, les cheminots ont créé leur coordination et ont prouvé dans la pratique qu'on pouvait se passer des syndicats, comme l'ont prouvé, plus récemment, les camarades d'Air France, en Octobre 1993, ou, ces jours-ci, les ouvriers de Belin.

D'ailleurs, n'est-ce pas à cause de ces mouvements que vous avez changé votre discours ? Maintenant, vous commencez vos interventions par « *je suis militant de la CGT, j'ai mes idées sur la conduite à tenir dans le mouvement, mais je suis là pour être le reflet de vos idées, etc.* ». Il est loin le temps où vous vous proclamiez le propriétaire exclusif de la classe ouvrière et de sa parole et vous essayez de chasser *manu militari* tous ceux qui osaient marcher sur votre plate-bande !

CE QU'ON PEUT FAIRE

Nous ne sommes évidemment pas contre le fait d'empocher *1500 F de plus pour tous*, et même plus, toutes les autres conditions de l'exploitation demeurant égales par ailleurs. Mais pour imposer cette revendication, il faut un rapport de forces favorable. Si ce rapport n'est pas là, il faut comprendre pourquoi, mais, surtout si on se veut « *responsable* », on ne doit pas le cacher aux ouvriers.

Mieux vaut la lucidité que l'aveuglement qui conduit au désespoir. Bien sûr, on peut demander plus pour avoir ce que l'on veut vraiment..., mais comme nous le disions, si dix millions de grévistes en '68 n'ont obtenu que des miettes, comment croire qu'aujourd'hui, alors que l'on est qu'au possible début d'une reprise des luttes, nous pouvons parvenir, d'un coup, divisés site par site, entreprise par entreprise et en ordre dispersé, remporter le gros lot ? Propager cette illusion, c'est, au mieux, faire preuve d'aveuglement, au pire agir sciemment pour démoraliser les exploités.

Cela dit, toute revendication n'est que l'expression, à un instant donné, du rapport de forces entre salariés et patrons. Rapport de forces que chacune des parties essaye périodiquement de remettre en cause. A ce jeu-là, en dehors des luttes, les patrons sont toujours gagnants, car ils possèdent non seulement des moyens directs : la mise en place de nouveaux procès de travail qui augmentent la productivité et donc notre exploitation ; mais surtout ils contrôlent l'Etat et l'inflation (ils ont une marge de manipulation ponctuelle sur les prix des marchandises et sur les taux monétaires), les impôts indirects, etc. Ces moyens leur permettent de récupérer ce que nous avons pu arracher à un moment.

Quant aux améliorations obtenues ne portant pas sur le salaire, leur récupération par les patrons est plus lente et plus subtile, mais le résultat, à la longue, est le même. A quoi ça sert de travailler moins si l'on doit passer plus de temps dans les transports, à quoi ça sert d'avoir des loisirs pour être toujours plus isolés, à quoi ça sert de courir sans relâche après le vent ?

Les congés payés se sont retournés contre les salariés : depuis 1936, le mois de « *vacances* » gagné, on le paye toujours plus par l'incroyable augmentation permanente de la productivité !

Nous ne sommes ni désespérés, ni maximalistes : il n'y a pas à attendre le « *grand soir* » pour agir, mais ce qui reste, une fois la lutte finie, ce ne sont pas des revendications plus ou moins satisfaites, mais la conscience que chacun d'entre nous acquiert au sein de la lutte collective, moment magique où l'isolement, le chacun-pour-soi quotidiens sont dépassés, où l'on commence enfin à maîtriser ensemble ses propres conditions d'existence.

CE QUE NOUS NE VOULONS PAS

Maintenant que le « *Parti* » a enfin reconnu officiellement qu'il était « *démocrate* », nous allons vous surprendre en vous disant que nous ne le sommes pas.

La Démocratie est à la fois le postulat et le système politique les mieux adaptés à la domination capitaliste. Le capitalisme repose sur la production et l'échange de marchandises ; la principale marchandise c'est la force de travail, état auquel est réduit chaque être humain sur cette planète. Que cette force soit directement utilisée dans le travail, laissée en jachère par le chômage, détruite durant une vie « *normale* », (10.000 morts par an sur les routes, 3.000 morts au travail rien qu'en France en 1994) ou violemment par les guerres, c'est la seule faculté humaine qui intéresse le capital.

Le capitalisme a besoin que les marchandises s'échangent entre producteurs libres, c'est à dire séparés les uns des autres. C'est pourquoi le mouvement de la société capitaliste, plus que de toute autre société divisée en classes sociales distinctes, contribue à la destruction des communautés qui existaient avant lui mais aussi de celles qui se sont constituées en même temps qu'il se développait et en réaction à ses forfaits : la communauté ouvrière. Ce que veut le capitalisme c'est des individus parfaitement isolés, ayant complètement accepté d'être des marchandises. De plus, ce dont le capitalisme a besoin c'est la participation active des exploités à leur propre exploitation.

C'est pourquoi il « *propose* » à chacun des « *appartenances* » apparentes, c'est pourquoi il tente de caler chacun dans des catégories fausses (jeunes, vieux, femmes, hommes, exclus, inclus, usagers, retraités, malades, etc.). Ainsi « *intégrés* » les exploités (lire divisés entre eux), il fournira à chacun d'eux la « *chance* » de faire partie de la « *communauté* » nationale, communauté, en réalité, parfaitement illusoire. Dans cette « *communauté* », organisée sur la base du Principe Démocratique, l'on présuppose qu'une voix en vaut une autre, et, par ce biais, l'on occulte les différences et les antagonismes de classes. Les votes du contre-maître, du jaune et du patron ont le même poids de ceux des ouvriers en lutte. Le vote sert à noyer le prolétariat dans l'ensemble des classes sociales intéressées à la domination capitaliste.

Les élections sont une sinistre farce anti-prolétarienne :

- parce que l'on « *choisit* » des représentants sans pouvoir réellement exercer un véritable contrôle collectif sur ce qui sera fait,
- parce que cela ne changerait strictement rien à la condition d'exploitation, et ce même s'il n'y avait que des ouvriers à voter et y compris si les immigrés, qui en sont aujourd'hui exclus, participaient à leur tour au cirque électoral,
- parce que une consultation d'individus isolés et en situation de concurrence permanente sur le marché du travail, n'est qu'une atroce blague.

Et si, vous qui distribuez un tract électoral, vous contribuez, comme c'est le cas, à occulter les rapports de production et de domination capitaliste de la société, posez-vous la question de savoir pourquoi périodiquement, est organisé un grand spectacle où l'on demande à chaque individu (exploiteurs comme exploités) de manifester activement la volonté d'appartenir à la « *communauté* » nationale. Le vote sert à torpiller les luttes.

La démocratie, dans son mode de fonctionnement, c'est la séparation et l'opposition entre la pensée et l'action, c'est l'idée que des règles figées peuvent et doivent se substituer au mouvement réel. Les grèves ne se déclenchent pas après un vote à la majorité ; depuis toujours, une minorité décidée, en allant de l'avant et dans certaines circonstances, révèle à la « *majorité* » jusque-là amorphe ou hésitante, les chances et les fondements de la victoire d'un combat de classes (souvenez-vous des jeunes ouvriers « *minoritaires* » de Cléon qui déclenchèrent la grève en 1968).

CE QUE NOUS SOUHAITONS

Nous espérons contribuer à porter la révolution dans ce monde, à la destruction du capitalisme, à la mise en place d'une autre société. Nous n'avons d'autre définition de la société à venir que celle d'un monde sans classes, sans marchandises ni argent, sans Etats, sans patrie ni frontières, sans travail salarié ni activité

humaine séparée. Une société où chaque individu sera réconcilié avec lui-même et avec toute son espèce. Contrairement au capitalisme, chacun sera en mesure de maîtriser pleinement ses conditions d'existence en rapport étroit avec ses semblables ; chacun pourra être tour à tour balayeur, poète ou ingénieur... Le travail pénible, s'il en restera, sera rigoureusement partagé, etc. Ainsi, et sur cette base pleinement développée, nous sommes à même d'énumérer précisément ce que nous rejetons dans la société d'aujourd'hui.

Cette société future et le mouvement qui y tend, s'appelait autrefois **Communisme**. Ce mot et ce mouvement vous, staliniens et sociaux-démocrates, vous avez tenté - souvent avec succès - de le salir, de le détruire, en abattant, afin d'accomplir la sale besogne pour le compte et avec la complicité bienveillante des classes dominantes, des millions de prolétaires du monde entier... de Russie et des ex-pays à « *démocratie populaire* » en tête.

Pourtant, cet élan se renouvelle encore et encore ; il traverse périodiquement, en la secouant de bout en comble, la société de misère et d'exploitation que vous défendez avec acharnement. Ce mouvement en profondeur est encore et toujours communiste même si, à cause de votre travail systématique de démolition, il a du mal à se définir et à se reconnaître comme tel. Mais les noms et les définitions, après tout, n'ont, pour nous, qu'une importance toute relative...

Nous essayons, très modestement et à la place qui veut bien nous accorder le prolétariat, de contribuer au renforcement de ce mouvement, puis, plus tard, à son triomphe.

Toujours vous, qui avez tenté d'ensevelir l'idéal communiste, qui voulez « *fabriquer français* », qui parlez d'antiracisme tout en semant le poison anti-immigrés ¹, vous qui parlez de luttes mais faites tout pour les isoler, les étouffer, de quoi avez-vous peur ?

POUR CONCLURE PROVISOIREMENT

Comme nous l'avons déjà rappelé, il est malheureux de passer du temps et de l'énergie, pendant une grève, à autre chose qu'à contribuer au développement du mouvement. Le tract qu'on a distribué le mercredi 12 avril n'avait pas d'autres buts. Vos réactions nous donnent plus de puissance que nous n'avons (comment 5 malheureux distributeurs de tracts pourraient manipuler 1000 grévistes ?) ; mais surtout elles montrent le **peu de confiance et le mépris** que vous avez pour les grévistes que, à l'évidence, vous jugez incapables de penser, de critiquer et - pourquoi pas ? - de rejeter notre tract **par eux-mêmes**.

Ce n'est pas parce que vous appartenez à un parti où tout esprit d'initiative, de critique, de pensée autonome, d'intelligence collective est banni depuis si longtemps ; ce n'est pas parce que vous avez avalé toutes les couleuvres des changements répétés de ligne politique, toutes les soumissions aveugles à vos chefs politiques du moment ; ce n'est pas parce que vous êtes des adeptes de la croyance religieuse en l'autorité suprême du parti, que vous pouvez vous imaginer que les autres, et parmi eux les grévistes de Rueil, sont incapables de penser et d'agir tous seuls, sans tutelles, ni maîtres à penser.

20.04.95.

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

¹ Au fait, comment se nomme-t-il ce maire de Montigny-les-Cormeilles qui, en 1980, - en appliquant à la lettre l'« *enseignement* » de son homologue de Vitry qui, quelques mois auparavant, avait démoli à coups de bulldozer un foyer d'immigrés -, appelait à la dénonciation publique d'une famille d'immigrés accusée de trafics de drogue ?